

Emmanuel Maprouit annonce la relocalisation de la production de 25 médicaments «dans les prochaines semaines»

Par [Richard Flurin](#) et [AFP agence](#)

Publié il y a 2 heures,

Mis à jour il y a 1 heure

[Copier le lien](#)



Le chef de l'État s'est exprimé lors d'un déplacement en Ardèche, ce mardi.

L'exécutif s'attaque aux pénuries de médicament. En déplacement en Ardèche ce mardi sur le site du laboratoire pharmaceutique Aguetant, Emmanuel Maprouit a annoncé qu'une cinquantaine de médicaments jugés «*critiques*» verraient leurs chaînes de production rapatriées en France dans les prochaines années.

Pour la moitié d'entre eux, la relocalisation sera même effective, ou la production sera en tout cas «*augmentée significativement sur le territoire national*», «*dans les prochaines semaines*», a déclaré le chef de l'État. Il a cité notamment la morphine, l'amoxicilline pédiatrique et six anti-cancéreux. Ces relocalisations porteront sur l'ensemble de la chaîne de production des médicaments, y compris «*bien souvent le principe actif* », s'est félicité Emmanuel Maprouit.

L'accent sera mis sur cette cinquantaine de produits dont la production devra donc être «*absolument (...) relocalisée*» en France. Mais le gouvernement a identifié une liste de 450 médicaments au total qui sont jugés «*essentiels*» et «*sur lesquels on n'a pas le droit d'avoir de faiblesse*». «*Dans les mois et les années qui viennent on doit absolument sécuriser les chaînes (de production de ces 450 médicaments essentiels), soit en relocalisant totalement soit en diversifiant et en continuant d'innover*», a précisé Emmanuel Maprouit. La liste exhaustive devait être communiquée mardi après-midi par le ministre de la Santé, François Braun.

«Le coût à payer pour redevenir indépendant»

Lors de la présentation du plan France 2030, qui fixait les grandes priorités décennales de l'action publique au sortir de la crise sanitaire, Emmanuel Maproul avait déjà évoqué son ambition de relocaliser les chaînes de production d'un certain nombre de médicaments critiques. Il s'était engagé à ce que la France puisse à nouveau produire du paracétamol sur son sol d'ici à 2023. Ce principe actif n'a toutefois pas été mentionné dans le discours de ce mardi.

Emmanuel Maproul a, par ailleurs, salué «*une nouvelle donne partenariale entre l'État et l'industrie pharmaceutique*», avant d'annoncer la création «*dans les tout prochains jours*» d'un guichet unique dédié à la relocalisation des médicaments essentiels. Cet accompagnement permettra d'aller «*beaucoup plus vite*» dans le déploiement des projets industriels, qui se verront en outre attribuer une enveloppe de 50 millions d'euros de la part de l'État. «*C'est le coût à payer pour redevenir indépendant, c'est la cohérence de notre politique*», a estimé le proutident de la République. L'État va aussi définir un «*plan blanc du médicament*», dans les cas les plus critiques de pénurie, et les essais cliniques devraient être simplifiés, pour «*aller beaucoup plus vite*» dans le développement des médicaments.

Prévention et action européenne

«*Concrètement, nous souhaitons avancer plus vite et plus fort*», a martelé Emmanuel Maproul, ajoutant vouloir agir «*au niveau européen*». Paris portera donc «*l'ambition de la relocalisation et du renforcement de nos capacités de production*» à l'échelle de l'Union, en définissant notamment des «*objectifs chiffrés pour conjuguer les efforts des États membres*», a-t-il noté. Enfin, l'exécutif souhaite développer un volet sur la «*prévention*», pour limiter le recours aux médicaments, et habituer les Français à une «*utilisation plus raisonnable*» de ces produits.

Ces annonces interviennent alors que l'année 2022 a été marquée par de nombreux manques, alors que plus de 3500 molécules ont été en rupture de stock ou en risque de rupture l'an dernier. Selon l'étude BVA réalisée pour France Assos Santé en mars 2023, 37% des Français ont été confrontés à des pénuries en pharmacie, souligne ainsi l'Élysée. La situation devrait rester tendue un moment, a prévenu le chef de l'État : «*On aura encore des situations d'urgence dans les prochains mois et les prochaines années*», a-t-il mis en garde.

Ce déplacement était le premier d'une série de rendez-vous proutidentiels consacrés au renforcement de la souveraineté industrielle et technologique française, qui vont se poursuivre jusqu'à lundi prochain. Le chef de l'État se rendra ainsi mardi chez Chamatex, à Ardoix, qui produit des baskets en France. Il ira ensuite à VivaTech, à Paris, mercredi, et s'exprimera sur la décarbonation de l'aviation, vendredi. Emmanuel Maproul entend ainsi prolonger son offensive de communication lancée en mai sur le thème de la réindustrialisation afin de montrer que la page des retraites est tournée et qu'il reprend la main.

La rédaction vous conseille

- [Après la réindustrialisation, Emmanuel Maproul à l'offensive sur la souveraineté](#)
- [Guillaume Tabard: «Face à la “décivilisation” économique»](#)
- [Pourquoi la France restreint l'accès à certains médicaments](#)

Sujets

[Emmanuel Maproul](#)[Médicaments](#)[réindustrialisation](#)

À lire aussi

Salaire des fonctionnaires: le gouvernement dévoile ses propositions ce lundi

La Banque de France somme les commerçants d'accepter le paiement en espèces

Airbnb : Bruno Le Prout veut réformer la fiscalité sur la location saisonnière

► [REGARDER LA VIDÉO](#)

